



HAL
open science

Projet contre projet - Chapitre introductif.

Pierre Ginet

► **To cite this version:**

Pierre Ginet. Projet contre projet - Chapitre introductif.. L'Harmattan. L'opposition citoyenne au projet Cigéo. Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux., L'Harmattan, 2017, 978-2-343-11881-9. hal-04584033

HAL Id: hal-04584033

<https://hal.science/hal-04584033>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

CHAPITRE INTRODUCTIF

Projet contre projet.

Pierre Ginet

Géographe, Professeur des universités

Université de Lorraine - Laboratoire LOTERR

Président de la Commission de Géographie appliquée du CNFG (2013-2016)

Coordinateur scientifique de l'ouvrage

Le secteur du nucléaire contribue au positionnement de la France comme grande puissance depuis plus d'un demi-siècle. Il est censé lui conférer son indépendance énergétique grâce à un parc de 19 centrales (58 réacteurs) qui fournissent 80% de l'électricité nationale à un tarif encore exceptionnellement concurrentiel. Il est au cœur de la défense nationale et concourt à l'affirmation d'une recherche de renommée internationale. Pour accomplir l'ensemble de ces missions, la filière nucléaire rassemble des acteurs publics et privés du plus haut niveau. Elle est engagée avec une détermination inébranlable et une redoutable efficacité dans la promotion de son projet, au point d'être parfois soupçonnée de chercher à servir avant tout ses propres intérêts et de demeurer sourde aux revendications, contestations ou interrogations d'une partie croissante de la population, alors même que cette dernière est pourtant la seule habilitée à pouvoir valider l'orientation dudit projet. Le secteur du nucléaire révèle ainsi, c'est notre hypothèse, un conflit opposant une aristocratie technique, politique et financière qui décide, communique et revendique sa légitimité, à une population priée de se cantonner au rôle de consommateurs et d'électeurs invités à reconduire les membres d'une classe politique qui leur adresse la maréchaussée lorsqu'ils se rassemblent pour la questionner, comme c'est le cas à Bure où un projet d'enfouis-

sement de déchets nucléaires de moyenne et haute activité est envisagé. Analyser et comprendre les termes et les enjeux de ce conflit d'aménagement impose un changement d'échelle à la fois spatial et temporel : - Spatial, car l'opposition visible à Bure n'est pas spécifique au terrain meusien : Bure ne se réduit pas à « un trou où creuser un trou » (Ginet, 2007) mais constitue un « fait social total » (Mauss, 1924) ; Cette contestation, qui se retrouve ailleurs, est en effet révélatrice d'un rapport d'ordre plus général entre des citoyens de plus en plus éclairés, et un système géopolitique qui exerce son emprise à tous les échelons géographiques (cf. le chapitre conclusif de l'ouvrage). - Temporel, car si aujourd'hui tout semble montrer que la filière nucléaire s'arc-boute sur ses points forts : communication maîtrisée, intégration de ses acteurs, budget monumental, acteurs publics acquis à sa cause, « meilleurs » chercheurs engagés dans ses projets d'expansion, etc., cet engagement jusqu'aboutiste durera encore quelques décennies, avant solde de tout compte de la filière. Pour l'homme et la femme de la rue, ce laps de temps peut sembler long, mais il ne représente que très peu au regard de l'héritage mortel que l'histoire de l'éphémère industrie nucléaire laissera à toutes les générations humaines à venir. Avec encore cinquante années de réserves d'uranium à exploiter, des dizaines de nouveaux réacteurs en

construction dans les pays émergents et d'anciennes centrales qui soulèvent déjà la question de leur démantèlement, la question des déchets nucléaires conduit à des orientations d'importance majeure au vu de la dangerosité infinie des matériaux dont elle traite. Cette question-là a été soulevée pour la première fois en France il y a près de trois décennies. La réponse retenue par l'État est celle de l'« évacuation en couches géologiques profondes » (Ocde, 2000). Depuis lors, l'espace proche du petit village de Bure, au cœur de la région Grand Est, où cette perspective prend forme de façon accélérée, oppose les promoteurs du projet à des citoyens qui, à force de se voir fermer les portes, d'obtenir des réponses partielles à leurs interrogations, de constater les politiques d'intéressement utilisées par l'administration, d'assister à des interventions brutales de la force publique, ont fini par douter et par s'interroger sur l'acceptabilité (cf. C. François) et la réalité démocratique du processus de construction de ce grand équipement. Les promoteurs du projet rassemblent l'État et ses administrations spécialisées, l'Andra (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs) en particulier, mais aussi un vaste ensemble d'administrations publiques acquises à sa cause. On compte parmi ces dernières des collectivités territoriales qui exploitent le filon du « développement local », notion aux vertus lénitives démontrées qui permet d'ailleurs souvent le maintien en place de roitelets de campagne, voire même un certain développement... de leur clientèle électorale. Les opposants au projet rassemblent quant à eux des individus isolés, des associations, des collectifs, et certains élus. Tous mettent en avant une falsification du débat public (cf. R. Virrion, C. François, S. Delalande), la mauvaise foi du lobby nucléaire (cf. C. François), l'inconséquence d'une dé-

cision de stockage souterrain en raison de l'impossibilité d'assurer une maîtrise du risque à très long terme (cf. B. Thuillier, A. Godinot, R. Virrion), l'incapacité à financer cette infrastructure sur les délais prévus pour son « exploitation » (cf. R. Virrion), ou encore le saccage irréversible causé à des ressources naturelles renouvelables présentes localement (cf. E. Ambroselli, M. Frachisse, R. Virrion). Or, dans le discours qui voit se confronter promoteurs et citoyens dubitatifs ou opposés, seule la voix de l'État nucléaire porte vraiment. Celle des citoyens porte peu, dès lors qu'ils s'engagent dans un discours qui n'est pas celui d'une simple adaptation du projet, mais serait susceptible de conduire à son abrogation. Or ce qui n'est encore qu'un projet, transforme déjà le paysage de la Meuse et de la Haute-Marne : la route de contournement du site de Bure est aménagée, les projets de tracés ferroviaires qui doivent transformer des centaines d'hectares de terres agricoles en plus grand terminal nucléaire au monde serpentent dans le territoire, la forêt destinée à alimenter le projet Syndièse, usine de production de biocarburants qui dévorera les forêts du Grand Est suit son cours, l'Andra multiplie le financement d'opérations de sensibilisation à son discours dans les établissements scolaires, et, dans un périmètre plus large que celui du projet Cigéo, les champs d'éoliennes constellent la Meuse malgré un potentiel éolien réduit, l'ensemble donnant, vu au travers du prisme des médias régionaux, l'aspect d'une dynamique de développement territorial globalement vertueuse. Or l'analyse des articles rassemblés dans cet ouvrage démontre qu'il n'en est rien.

L'origine de ce livre remonte à nos réflexions pionnières sur la notion de « conflit » d'aménagement (Ginet, 2007) construites à partir de l'étude de l'espace

de marge formé par la Champagne sèche, le Perthois et le Vallage, qui accueillent des grands équipements que notre monde en urbanisation accélérée réclame, mais que les villes ne désirent pas près d'elles (Lac du Der, Europort de Vatry, Laboratoire nucléaire de Bure). Nous avons montré que ces équipements, en partie liés à l'expression du processus de métropolisation parisien, en rupture avec l'histoire longue de territoires devenus des périphéries, bouleversent leurs paysages, leur économie et la vie locale. L'analyse de cette transition géographique et géopolitique, prenant la forme d'une colonisation interne du territoire, ouvrait alors des perspectives, analysées dans le présent livre sous l'angle d'une Géographie critique, encore très minoritaire parmi la communauté des géographes, perspectives que notre implication dans la Commission de Géographie appliquée du Cnfg (Comité National Français de Géographie) de 2013 à 2016, nous avait permis de relancer (Ginet et al., 2014). Une intervention lors du colloque « Mémoire et identité » sur l'instrumentalisation de la mémoire par le politique, à Liège, en 2015, nous a servi de banc de test pour un premier échange autour d'éléments de réflexions publiés depuis (Ginet, 2016), sur la nécessité, toujours actuelle, de rendre la Géographie aux citoyens et de l'extirper de « l'emprise des professeurs et des états-majors » (Lacoste, 1976), selon le constat porté il y a presque un demi-siècle, et dont elle n'est toujours pas sortie. Enfin, la construction du poster scientifique présenté au Festival International de Géographie (Ginet, 2015) nous a conduit, dès janvier 2015, à nouer contact avec la coordination Burestop (C. François) puis à engager ensemble la construction de cet ouvrage associant monde universitaire et citoyens interpellés par le projet Cigéo. Une démarche également justifiée par le contraste entre le

nombre de recherches universitaires financées par l'Andra, -et donc forcément suspectes de collusions d'intérêts-, et l'absence de recherches articulées à des mouvements citoyens c'est-à-dire reconnaissant ces derniers comme des acteurs à part entière du champ scientifique et non pas comme de simples objets d'étude, comme c'est le cas habituellement. Ce vide est maintenant comblé.

Cet ouvrage cherche en effet à rendre audible une parole citoyenne et à soulever les importants questionnements éludés par l'Andra. Leur portée dépasse l'enfouissement des déchets nucléaires et concerne l'idée même de démocratie. Le prisme Cigéo fait en effet ressortir cette notion, de plus en plus visiblement, -c'est notre hypothèse-, de par son instrumentalisation, comme une vaste escroquerie en réunion, infiltrant tous les échelons géographiques et compromettant toutes les sphères sociétales. La parole développée ici se veut cependant dépassionnée et neutre, loin de tout discours militant, simplement construite autour de constats et d'hypothèses de travail scientifiquement fondés et prenant dans sa globalité la forme d'un avertissement lancé à la population et d'une requête adressée à l'État nucléaire, colosse aux pieds d'argile mais élément d'un système plus vaste à la puissance encore écrasante et aux capacités de nuisance gigantesques. Une parole nécessaire et urgente face à celle d'un appareil d'État et d'institutions disposant de personnels et d'un budget hors de proportion avec celle de populations, locales et lointaines, toutes concernées par ce projet. Pour atteindre ce but, ce livre est devenu l'espace de rencontre inédit de deux logiques ordinairement considérées comme antagonistes : Celle de l'universitaire d'une part, porteur d'un projet scientifique nécessairement rigoureux, mais paradoxalement supposé faire abstraction de sa position de citoyen et

de ses convictions, quand bien même la capacité à défendre une thèse constitue le socle de sa carrière ; Et celle de citoyens éclairés d'autre part, habitants, salariés, professionnels dans leur domaine, disposant de convictions parfois revendiquées dans le militantisme, mais considérés comme illégitimes lorsqu'il s'agit de s'engager dans la construction d'argumentaires, et moins encore de contre-argumentaires scientifiques. Or ce clivage historique entre citoyens et experts a perdu de son acuité et s'avère même opposé, sauf à être entretenu par un système qui tire profit d'une telle sclérose, face aux évolutions démocratiques nécessaires à nos sociétés bousculées par la globalisation néolibérale. La reconnaissance puis l'explicitation de l'influence qu'exerce le champ social sur la pratique du scientifique permettrait d'évacuer le mythe de sa prétendue neutralité qui, au final, sert son instrumentalisation par le système, puisque cette neutralité est impossible dans le champ des sciences sociales. Inversement, encourager les citoyens de plus en plus documentés, diplômés, compétents, intéressés par et engagés dans les affaires de la cité et du monde, à se mêler de science en recourant au *crowdsourcing* constituerait une avancée inédite et décisive sur le plan démocratique. L'idéal étant bien sûr d'aboutir à la réconciliation de ces deux mondes, académique et ci-

toyen, le premier donnant parfois l'impression qu'il se referme sur un pré carré qui n'existe plus en réalité, amené à cela par des logiques politiques supérieures, le second se voyant fermer les portes de la connaissance ou accusé d'incompétence et d'illégitimité quand il en réclame l'ouverture et quand il formule des hypothèses considérées comme subversives par l'ordre établi. Dans une perspective de décloisonnement intellectuel, notre projet a donc consisté à pousser jusqu'au bout notre engagement secondaire, celui de scientifique pour les citoyens auteurs des articles qui constituent l'essentiel du contenu de ce livre, et celui de citoyen pour le scientifique responsable de sa coordination que nous sommes, tout en affirmant également notre engagement primaire, respectivement de citoyen ou de scientifique. Il convient enfin de noter qu'aucun financement n'a été sollicité pour la réalisation de cet ouvrage, ce qui ne nous a pas empêché de développer une posture suffisamment étayée pour ouvrir le chantier de réflexions approfondies, rigoureuses, transparentes et collégiales sur le traitement souhaitable des déchets nucléaires et, au-delà, sur le sens et la mise en œuvre de la notion même de démocratie.

Article achevé de rédiger en décembre 2016

Bibliographie

- Ginet (Pierre), "La mémoire au prisme de l'aménagement. Une perspective géographique pour lire le monde", in *Mémoires déclinés : représentations, actions, projections*, Stavelot, Luc Pire, coll. « Voix de la mémoire », 2016, pp183-200.
- Ginet (Pierre), "Bure 2150 : Une fiction géographique ? L'enfouissement des déchets nucléaires, du forcing institutionnel à la catastrophe" (Poster scientifique), in *26^{ème} Festival International de Géographie*, St Dié-des-Vosges, 2015. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01407914/>
- Ginet (Pierre) et al., 2014, "Avenir de la géographie, avenir de la planète et des territoires: même combat !", in *Diploweb, la revue géopolitique*. <http://www.diploweb.com/Avenir-de-la-geographie-avenir-de.html>
- Ginet (Pierre), "Bifurcation de trois trajectoires rurales sous influence périmétropolitaine: La vallée de la Marne entre Champagne, Perthois et Vallage", Montpellier, Actes du colloque international « Héritages et trajectoires rurales en Europe », FRE 3027 MTE (Mutations des Territoires en Europe), 6 et 7 septembre 2007. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01326718>
- Mauss (Marcel), *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2012, [1924], 252p.
- Ocde, 2000, n°51436, p.34 : Le point sur l'évacuation des déchets radioactifs en formation géologique, Ocde 2000, n°51436.